



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/52/773  
S/1998/57  
22 janvier 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-deuxième session  
Point 61 de l'ordre du jour  
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 20 janvier 1998, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du  
19 janvier 1998, qui vous est adressée par S. E. M. Aytuğ Plümer, représentant  
de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la  
présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au  
titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Hüseyin E. ÇELEM

ANNEXE

Lettre datée du 19 janvier 1998, adressée au Secrétaire général  
par M. Aytuğ Plümer

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer aux lettres datées respectivement du 5 et du 14 janvier 1998, que vous a adressées le représentant chypriote grec auprès de l'Organisation des Nations Unies, et qui contiennent des allégations concernant la "violation de l'espace aérien de la République" (A/52/761-S/1998/12 et A/52/767-S/1998/33).

Je tiens à rappeler que des accusations similaires concernant de soi-disant "violations de l'espace aérien" ont été récusées en bloc dans les communications successives que nous vous avons fait parvenir, la plus récente étant ma lettre du 4 décembre 1997 (A/52/712-S/1997/961, annexe). Les nouvelles allégations du représentant chypriote grec n'étant pas différentes de celles qu'il a déjà portées et n'étant pas plus crédibles, elles ne méritent pas que nous y répondions de manière détaillée. Toutefois, je tiens à réaffirmer brièvement que les vols effectués dans l'espace aérien de la République turque de Chypre-Nord le sont au su et avec le plein consentement des autorités compétentes de l'État, sur lequel le régime chypriote grec du sud de l'île n'a aucune juridiction et à propos duquel il n'a nullement son mot à dire,

La partie chypriote grecque poursuit sans relâche sa campagne de propagande visant à masquer derrière un écran de fumée le fait que ses dirigeants n'ont pas la volonté politique de trouver une solution au problème de Chypre. La partie chypriote grecque, qui ne s'est jamais faite à l'idée de partager le pouvoir avec la partie chypriote turque sur un pied d'égalité, a jusqu'à présent accepté votre mission de bons offices dans la mesure où elle ne remettait pas en cause le mythe selon lequel elle incarnerait le "Gouvernement" tandis que la partie chypriote turque ne serait qu'une simple "communauté". Malheureusement, l'Union européenne a pris le mois dernier à Luxembourg une décision qui tend à accréditer ce mythe et sape gravement les fondements d'un règlement de la question chypriote, la partie chypriote grecque pouvant poursuivre sa politique unilatérale d'adhésion à l'Union européenne au nom de "Chypre", et ce en violation flagrante des accords de 1960 sur Chypre et de l'équilibre interne et externe établi par ces accords.

En portant ses allégations, l'administration chypriote grecque tente aussi de faire oublier sa politique d'escalade de la tension dans l'île. Il convient de noter à cet égard que le dirigeant chypriote grec, M. Glafcos Clerides, a récemment annoncé que la nouvelle base aérienne militaire de Paphos, située dans le sud de l'île, qui sera ouverte le 24 janvier 1998, serait utilisée par la force aérienne grecque dans le contexte de la "doctrine de défense commune" avec la Grèce (quotidien chypriote grec The Cyprus Mail du 9 janvier 1998). Cette information inquiétante montre que se poursuit encore aujourd'hui l'offensive lancée en 1963 par le front grec-chypriote grec afin de mettre en pièces les accords de 1960 et de détruire l'équilibre interne et externe établi par ces derniers.

Il est grand temps que tous ceux qui souhaitent une solution pacifique de la question de Chypre se mettent en prise avec les réalités sur l'île et

/...

s'abstiennent d'aider la partie chypriote grecque à entretenir le mythe selon lequel elle incarnerait le seul "gouvernement légitime", qui étendrait sa souveraineté sur l'île tout entière.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République  
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER

-----